

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL**

OBJET :

Séance du : mercredi 15 juillet 2020

**COMPTE-RENDU DES
DELEGATIONS
D'ATTRIBUTIONS DU
CONSEIL
COMMUNAUTAIRE AU
PRESIDENT DANS LE
CADRE DE
L'ORDONNANCE DU
01/04/2020**

Convocation du : 8 juillet 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56

Président de séance : Gabriel DOUBLET

Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Laurent GILET, François LIERMIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Ines AYEB, Maryline BOUCHÉ, Robert BURGNARD, Natalia DEJEAN, Djamel DJADEL, Gulsun ERSOY, Maxime GACONNET, Dominique LACHENAL, Nicolas LEBEAU-GUILLOT, Chadia LIMAM, Louiza LOUNIS, Pascale MAYCA, Pascal SAUGE, Yves CHEMINAL, Marie-Claire TEPPE-ROGUET, Bernard BOCCARD, Claude ANTHONIOZ, Marion BARGES-DELATTRE, Paulette CLERC, Anny MARTIN, Jean-Michel VOUILLOT, Jean-Paul BOSLAND, Nadège ANCHISI, Antoine BLOUIN, Joanny DEGUIN, Anne FAVRELLE, Odette MAITRE, Stéphane PASSAQUAY, Isabelle VINCENT, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI, Gabriel DOUBLET, Yannick CHARVET, Danielle COTTET, Patrick ANTOINE, Jean-Pierre BELMAS, Michel COLLOT, Véronique FENEUL, Pascale PELLIER, Nadine JACQUIER, Daniel DE CHIARA, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER

Représentés :

Bertilla LE GOC par Guillaume MATHELIER, Michel BOUCHER par Dominique LACHENAL, Nabil LOUAAR par Louiza LOUNIS, Amine MEHDI par Pascal SAUGE, Mylène SAILLET RAPHOZ par Robert BURGNARD, Marie-Jeanne MILLERET par Nadine JACQUIER

Excusés :

Kévin CHALEIL-DOS RAMOS

Suite au premier tour des élections pour le renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, qui s'est tenu le 15 mars 2020,

Suite au décret du 17 mars 2020 reportant le second tour du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires prévu initialement le 22 mars, à une date ultérieure,

Suite à la loi d'urgence du 23 mars 2020 reportant l'installation des conseillers municipaux et communautaires élus dès le 1^{er} tour de scrutin le 15 mars 2020, et prorogeant le mandat et les fonctions des assemblées délibérantes des communes et des EPCI élues en 2014 et de leurs exécutifs jusqu'à la prise de fonction des nouveaux conseils municipaux élus à l'issue du 1^{er} tour ou du 2^{ème} tour des élections municipales

Vu l'ordonnance du 1^{er} avril 2020 disposant notamment que le président de l'établissement public de coopération intercommunale exerce, par délégation, l'ensemble des attributions de l'organe délibérant, à l'exception de celles mentionnées du septième au treizième alinéa de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu cette même ordonnance précisant que le président rend compte des décisions prises sur ce fondement à la prochaine réunion de l'organe délibérant, que ce dernier peut à tout moment décider, par

Envoyé en préfecture le 16/07/2020

Reçu en préfecture le 16/07/2020

Affiché le



ID : 074-200011773-20200716-CC_2020_0073-DE

délibération, de mettre un terme en tout ou partie à cette délégation ou de la modifier et dans ce cas la réformer si besoin les décisions prises par le président sur le fondement de celle-ci.

Vu la loi du 22 juin 2020 qui suspend la délégation de l'ensemble des attributions de l'organe délibérant prévue dans l'ordonnance du 1^{er} avril 2020, à compter du 29 juin 2020 dans le cas de l'organisation du second tour de élections municipales le 28 juin,

Vu la tenue du second tour des élections le 28 juin 2020,

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DECIDE :

DE PRENDRE ACTE du compte-rendu des décisions prises par le président dans le cadre de l'ordonnance du 1^{er} avril 2020, joint en annexe.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.